



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Grand Est**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du**

**09 MARS 2026**

**mettant en demeure l'entreprise SCHROLL SAS, de respecter  
des prescriptions relatives à l'aménagement et à l'exploitation de ses installations  
situées 6 rue de Cherbourg à STRASBOURG  
AIOT N° 0006700554**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFET DU BAS-RHIN**

**Vu** le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 I ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de M. Amaury de SAINT-QUENTIN, préfet de la région Grand Est, préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet du Bas-Rhin ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 18 juin 2003 autorisant la société SCHROLL à développer ses activités et à étendre ses installations à STRASBOURG ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 06 novembre 2012 fixant à la société SCHROLL des prescriptions complémentaires relatives à l'autosurveillance des eaux souterraines au droit de son site, 6 rue de Cherbourg à STRASBOURG ;

**Vu** le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées, faisant suite à sa visite du 19 janvier 2026 des installations de l'entreprise SCHROLL situées 6 rue de Cherbourg à STRASBOURG ;

**Vu** les observations formulées par l'exploitant et transmises à l'inspection par messagerie électronique les 05 et 09 février 2026 ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 19 de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2003 susvisé prévoit que « (...) *L'ensemble du personnel intervenant sur le site doit avoir reçu une formation sur la nature des déchets rencontrés dans l'établissement* » ;

**CONSIDÉRANT** que, lors de la visite du 19 janvier 2026, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les éléments justifiant la formation du personnel sur la nature des déchets rencontrés dans l'établissement ;

**CONSIDÉRANT** que, dans ses observations susvisées, l'exploitant a apporté les justificatifs sur la tenue d'une formation à destination du personnel sur les déchets rencontrés sur le site en date du 09 février 2026 ;

**CONSIDÉRANT** ainsi que les dispositions de l'article 19 de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2003 susvisé sont respectées ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 06 novembre 2012 susvisé prévoit que « (...) *l'exploitant complétera le réseau de surveillance défini à l'article 3.1 par l'implantation de nouveau(x) piézomètre(s), dont la localisation sera précisée par un hydrogéologue qu'il mandatera* » ;

**CONSIDÉRANT** que, lors de la visite du 19 janvier 2026, l'inspection a constaté que le réseau piézométrique est constitué de trois piézomètres pratiquement alignés parallèlement à la rue de Cherbourg et qu'un tel alignement ne permet pas de définir le sens d'écoulement de la nappe ;

**CONSIDÉRANT** que, lors de la visite du 19 janvier 2026, l'inspection a constaté que le réseau de surveillance des eaux souterraines défini à l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 06 novembre 2012 n'a pas été complété en partie Ouest du site malgré les recommandations de l'hydrogéologue émises dans son rapport de février 2013 ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 06 novembre 2012 susvisé prévoit que « (...) *L'exploitant joint alors aux résultats d'analyses une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres* » ;

**CONSIDÉRANT** qu'une partie des installations est située dans le périmètre de protection rapprochée de captage d'eau potable de Strasbourg - Polygone et que, de ce fait, une attention particulière doit être portée à la surveillance des eaux souterraines ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 19 janvier 2026, l'exploitant n'a pas réalisé de cartes de courbes isopièzes à chaque prélèvement d'eaux souterraines alors que ceux-ci sont réalisés de manière semestrielle ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 06 novembre 2012 susvisé prévoit que « (...) *L'exploitant adresse au Préfet, tous les quatre ans, un bilan de l'auto-surveillance des eaux souterraines réalisée sur la période quadriennale écoulée, ainsi que ses propositions pour, le cas échéant, réexaminer les modalités de cette surveillance, notamment en termes d'évolution des fréquences de contrôle et des paramètres de surveillance* » ;

**CONSIDÉRANT** qu'il est apparu, lors de la visite du 19 janvier 2026, qu'aucun bilan quadriennal de l'auto-surveillance des eaux souterraines n'a été présenté ni produit ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 33 de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2003 susvisé prévoit que « *Les moyens de lutte contre l'incendie (...) comportent au minimum (...) un puits incendie capable de fournir un débit de 90 m<sup>3</sup>/h. (...)* » ;

**CONSIDÉRANT** que, lors de la visite du 19 janvier 2026, l'exploitant n'a pas justifié la capacité de débit du puits incendie ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 38 de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2003 susvisé prévoit que « *Des consignes de sécurité et d'exploitation précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel (...)* » ;

**CONSIDÉRANT** que, lors de la visite du 19 janvier 2026, l'inspection a constaté qu'aucune consigne de sécurité et d'exploitation n'a été présentée et n'est affichée ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 39 de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2003 susvisé prévoit que « *l'exploitant doit constituer et former une équipe de première intervention qui est opérationnelle pendant les heures d'ouverture de l'exploitation. Des exercices périodiques devront avoir lieu tous les 6 mois, les observations auxquelles ils pourront avoir donné lieu seront consignées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.* » ;

**CONSIDÉRANT** que, lors de la visite du 19 janvier 2026, l'inspection a constaté que les exercices périodiques relatifs à la sécurité incendie ne sont pas réalisés de manière semestrielle, le dernier exercice datant de plus de 6 mois ;



**CONSIDÉRANT** qu'ainsi les prescriptions des articles 33, 38 et 39 de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2003 susvisé ainsi que celles des articles 5 et 8 de l'arrêté préfectoral du 06 novembre 2012 susvisé ne sont pas respectées ;

**CONSIDÉRANT** que, dans ses observations, l'exploitant n'apporte pas d'éléments démontrant que les non-conformités listées ci-dessus ne sont pas ou plus constituées ;

**CONSIDÉRANT** les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

**APRÈS** échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

**SUR proposition** du directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Grand Est,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : prescriptions à respecter**

L'entreprise SCHROLL SAS est mise en demeure, pour l'exploitation de ses installations situées 6 rue de Cherbourg à STRASBOURG, de respecter, dans le délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles 33, 38 et 39 de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2003 susvisé, des articles 3.2, 5 et 8 de l'arrêté préfectoral du 06 novembre 2012 susvisé, reprises ci-après :

#### **Article 33 :**

« Les moyens de lutte contre l'incendie [...] comportent au minimum : (...) - un puits incendie capable de fournir un débit de 90 m<sup>3</sup>/h. [...] » ;

#### **Article 38 :**

« Des consignes de sécurité et d'exploitation précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel (...) » ;

#### **Article 39 :**

« Des exercices périodiques devront avoir lieu tous les 6 mois, les observations auxquelles ils pourront avoir donné lieu seront consignées sur un registre spécial (...) »

#### **Article 3.2 :**

« (...) l'exploitant complètera le réseau de surveillance défini à l'article 3.1 par l'implantation de nouveau(x) piézomètre(s), dont la localisation sera précisée par un hydrogéologue qu'il mandatera (...) » ;

#### **Article 5 :**

« (...) L'exploitant joint alors aux résultats d'analyses une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres » ;

#### **Article 8 :**

« (...) L'exploitant adresse au Préfet, tous les quatre ans, un bilan de l'auto-surveillance des eaux souterraines réalisée sur la période quadriennale écoulée, ainsi que ses propositions pour, le cas échéant, réexaminer les modalités de cette surveillance, notamment en termes d'évolution des fréquences de contrôle et des paramètres de surveillance » ;

## **Article 2 : mesures de publicité**

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de deux mois.

## **Article 3 : sanctions administratives**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

## **Article 4 : voies et délais de recours**

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

## **Article 5 : exécution**

- la secrétaire générale de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'entreprise SCHROLL SAS par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de STRASBOURG.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

la secrétaire générale,  
Maxime AHRWEILLER ADOUSSO

